

Madame la Présidente du CHS-CT,

Vous avez présenté, aux Organisations Syndicales, aux Cadres, aux Agents le plan de réorganisation du réseau de la DGFIP et de sa déclinaison dans notre département, approuvé par Bercy.

Après des mois d'omerta, au plan national comme local, le gouvernement a opportunément autorisé la divulgation de son funeste projet à quelques semaines des vacances scolaires d'été. C'est donc une phase de pseudo concertation réduite de 2 mois qui est réellement proposée : Bel exemple de dialogue social, comme de coutume à la DGFIP et en particulier sous ce gouvernement !

Les conditions de travail ne risquent certainement pas de s'améliorer: sous couvert d'une extension des accueils de proximité ou de conseillers collectivités locales, c'est un vrai service low-cost, qui est proposé à la population et aux élus locaux, avec des conséquences sociales d'ampleur pour les agents.

Quelle énième déconvenue, pour nos collègues de la DGFIP qui ont fait la démonstration, au cours de ces dernières années, de leur capacité d'adaptation à apporter un service public de qualité, et à faire face aux réformes de grande ampleur. C'est d'ailleurs principalement grâce à leur investissement, leur sens du service public et leur conscience professionnelle que la DGFIP peut encore se targuer d'être une administration de référence.

C'est la raison pour laquelle il faut la consolider et la renforcer et non l'affaiblir comme cela est le cas depuis de trop nombreuses années et tout particulièrement aujourd'hui avec la réforme dite de la « géographie revisitée » qui nous est proposée. Le gouvernement veut donc faire l'inverse : qu'il ne se plaigne pas des oppositions que son projet suscite.

Cet affaiblissement est, à juste titre, de plus en plus mal vécu par nos collègues. Il s'exprime par la multiplication des signaux d'alerte mis en lumière dans les résultats du baromètre social ministériel, tous grades et tous services confondus :

- 61 % des répondants issus de la DGFIP indiquent une démotivation au travail,
- 1 sur 10 n'est plus satisfait de travailler à la DGFIP,
- 68 % ne se sentent pas reconnus
- 72 % sont insatisfaits de leurs conditions d'avancement et de promotions...
- 76 % des agents (+ 8 points par rapport à 2017) pensent que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens.

Un tel niveau d'opposition montre une défiance très forte des agents vis à vis des projets du gouvernement pour la DGFIP !!!

C'est de pire en pire chaque année, et 2019 sera l'année de tous les records en la matière !!

Le malaise ne pourra aller que grandissant et vous aurez, Madame la Présidente, vous et votre équipe de direction, à répondre de la santé des agents.

Car avec ce nouveau réseau c'est bien nos collègues, qui seront, également, les victimes collatérales d'un Ministre visiblement fâché avec notre administration, et de Notre Directeur Général, Jérôme Fournel, son ancien directeur de Cabinet à Bercy, fraîchement promu, zélé pourfendeur du réseau des Douanes.

Pour toute récompense de leurs efforts, de leur dégradation des conditions d'exercice de leurs missions, ils recevront l'obole d'une prime de restructuration , partie en moins de 2 ans dans les fumées de leurs véhicules sillonnant les routes pour se rendre sur leurs lieux de travail ou se rendre à l'autre bout du département pour assurer un service au public, hélas disparu !

Pire, ils seront soumis bientôt, à une mobilité forcée, d'affectations non souhaitées, de détachements d'office !!

Cette réforme, d'une violence inouïe, c'est l'explosion des risque psycho sociaux à très court terme ! Elle a déjà commencé entre collègues, ceux qui devront bouger et ceux qui, provisoirement, auront la chance de rester sur place ! Nombre d'entre eux sont déjà dans l'inquiétude la plus extrême, la résignation et l'abattement, voire l'incompréhension, la colère et même pour certains, le désir de partir loin de notre administration si peu respectueuse de ses agents !

Parler de la prévention des risques psycho-sociaux, alors que votre plan de réorganisation en génère déjà, nous apparaît comme des plus cynique !!

Parler des situations immobilières dans le cadre des restructurations, cela nous ne l'acceptons pas !!

**La CGT Finances Publiques refuse, en effet, de s'inscrire dans une quelconque discussion au niveau national et local visant à mettre en œuvre le plan de destruction du réseau.**

Madame la Présidente, vous l'aurez compris, **nous ne siégerons pas demain, lors du CHS-CT**, nous ne souhaitons pas cautionner par notre présence les demi-mesures que l'on vous demande de proposer aux agents.

Pour la CGT, il devient de plus en plus urgent de s'attaquer aux cause réelles du mal être au travail.

**Ce mal vient, sans nul doute de se personnifier le jeudi 6 juin 2019 : LE PLAN DARMANIN !!**

**Les élus CGT FiP 04 en CHS-CT**

Annie BARIDON

Véronique CORDET